

DES JUGES ROMAINS INNOCENTENT UN APPARATCHIK PIÉMONTAIS RÉFUGIÉ AU PAYS DU MONT-BLANC, OÙ IL S'EST RECONVERTI DURANT SIX ANS EN HÔTELIER-RESTAURATEUR À L'ENSEIGNE LES DÔMES DE MIAGE

ST-GERVAIS

Niente
su
Roberto (*)

(*) Rien sur Robert (hommage au film éponyme de Pascal Bonitzer)

Patrick-Alain Bertoni
(avec Brunella Vanni à Rome)

L'HÔTELLERIE-RESTAURATION, quel baigne ! Les portes du pénitencier, vendredi soir 31 août, se sont refermées. Le Piémontais Roberto Buzio, 53 ans, quasi-réfugié politique en pays du Mont-Blanc, les avait ouvertes au printemps 1995. Lui qui avait « échappé à la prison » durant l'enquête *Mani pulite*, écopant deux seuls mois d'arrêts domiciliaires, s'était placé de son propre chef derrière les fourneaux. Pour vivre et travailler hors du pays, mais également assouvir « une ancienne passion » : cuisiner. Aux « Dômes de Miage », à Saint-Gervais-les-Bains, un deux-étoiles géré conjointement avec sa compagne et compatriote Anna Bussoti, les risottos, carpaccios de bresaola, tagliatelles all'amatriciana et autres poivrons doux à la sauce bagna caôda s'étaient bientôt gagnés les faveurs des gastronomes et critiques : « petite étape-vérité », « fort honnête cuisine » (quotidien *Le Monde*) ; « copieux repas » (magazine *Détours en France*) ; « couple charmant [qui] nous rappelle l'intimité de la Savoie et de l'Italie sur le plan culinaire » (Guides *Galimard*).

Libéré depuis une semaine, donc, des *colazioni* dès l'aube, des déjeuners et dîners, des sept chambres à faire et refaire, du salon de thé aussi. Déjà, au solstice d'été, statuant « in nome del popolo italiano », la 10^e section pénale du tribunal de Rome avait délivré Roberto Buzio d'une première galère. Les juges siégeant rue des Gladiateurs l'avaient relaxé pour « complicité de trafic d'influence » dans le financement occulte du Parti socialiste démocratique italien (PSDI), alors au gouvernement. L'onorevole Buzio, membre de l'exécutif social-démocrate, avait chu de bonne heure parmi les inculpés de l'opération *Mains propres*, déclenchée à la mi-février 1992 sous la houlette du procureur milanais Antonio Di Pietro. Assurés de fonctionnaires compréhensifs, le PSDI et ses alliés démocrates-chrétiens, socialistes, républicains et libéraux avaient ponctionné des entreprises soumissionnaires de chantiers publics mis en ouvrage par l'*Azienda nazionale autonoma delle strade statali* (ANAS, Régie nationale autonome des routes d'État, homologue transalpine de l'Équipement). Tandis qu'ils blanchissaient Roberto, le 21 juin échu, les magistrats romains infligeaient notamment six années et quatre mois d'emprisonnement au démocrate-chrétien Giovanni Prandini, ex-ministre des Travaux publics, requalifiant en « corruption

L'opération *Mani pulite* — *Mains propres* — imputait au permanent Roberto Buzio une « complicité de trafic d'influence » dans le financement occulte du Parti socialiste démocratique italien. Pour les nécessités d'un procès fleuve, des magistrats transalpins l'avaient interrogé, via leurs homologues français, lors d'une audience spéciale devant le tribunal de Bonneville fin 1999. Celui qui fut secrétaire d'un ancien président de la République d'à côté bénéficie donc d'une relaxe. Tandis qu'un ex-ministre *dei Lavori pubblici* (Travaux publics) écope une peine de six années et quatre mois d'emprisonnement.

aggravée » l'imputation initiale : « concussion ». De même, ils prononçaient quatre ans et demi contre Antonio Crespo, ancien directeur général de l'ANAS, toujours pour les *tagenti* (pourcentages, pots-de-vin) obtenus auprès des entrepreneurs sur le montant du gros œuvre attribué entre 1986 et 93. Les sociaux-démocrates, rien qu'eux, *Tom Pouce* de la coalition anticommuniste au pouvoir, avaient ainsi empoché 850 millions de lires, environ 2 millions 900.000 francs actuels.

Chez Di Pietro, au parquet de Milan, l'apparatchik Buzio s'était montré bavard comme pie qui chante : « Comment on fait pour cacher quelque chose que tout le monde connaît ? », « généralisé » ? Vérité avouée, mais guère pardonnée : articles journaliers en une, surtout de *La Stampa* (Turin, libérale progressiste) ; lettres acides, non signées ; coups de fil anonymes, aux accents siciliens. Deux mois d'assignation à résidence dans sa maison d'Acqui Terme, station thermale piémontaise, puis blanc-seing des enquêteurs du pool milanais pour aller voir ailleurs : « Je suis parti pas pour échapper à la justice parce que, moi, j'avais confiance à la justice. Je suis parti parce que je ne pouvais pas supporter l'opinion publique et une certaine presse ». Direction la France, aussitôt. Il en avait étudié la langue à l'université de Gênes. Villaz, d'abord, village-balcon sur le bassin annécien. Saint-Gervais, ensuite, du jour où une offre de gérance hôtelière retient son regard. Anna Bussoti l'a talonné outre-Mont-Blanc, Florentine, dix-huit ans sa cadette, chanteuse amatrice — elle concourut au festival de San Remo, côte ligure —, d'une blondeur d'aurore toscane. Roberto l'a croisée au PSDI. Graphiste publicitaire, elle crayonnait les affiches sociales-démocrates. Reconnaissance : « Si j'avais pas Anna, j'étais mort ». Beaucoup l'ont plaqué, « même des gens très proches ». Déprime. Rejet des psychotropes. Il se trouve un goulot : « Plutôt que prendre des médicaments, je ne sais pas combien de bouteilles de whisky j'ai bues ».

Pendant que Buzio s'accli-

mate aux casseroles en deçà des Alpes, les investigations progressent au-delà. Huit années, procès compris. Un vilain matin, à Rome, le tribunal se pique de l'interroger. Refus de déférer, craignant quelque vendetta collatérale. Les autorités italiennes dépêchent commission rogatoire internationale à leurs équivalentes françaises. Une audience est réunie au palais de Bonneville, juridiction à laquelle ressortit désormais l'Italo-Saint-Gervolain. Sous une double égide (Convention européenne d'entraide judiciaire, 1959 ; accords de Schengen, 1985), deux magistrats romains auditionnent le prévenu via leurs collègues bonnevillois [*Le Faucigny* du 16 décembre 1999]. Roberto découvre la magistrature hexagonale. Aujourd'hui, il lui attribue pour partie sa relaxe : « Ça, c'est le résultat aussi des juges français. J'ai jamais vu des juges comme ça, vraiment impartiaux ». Flèche au procureur de *Mani pulite*, reconverti en sénateur, chroniqueur à l'hebdomadaire *Oggi* — un *Paris Match* péninsulaire —, maintenant simple leader d'un mouvement croupion (*L'Italia dei Valori*, centriste) ? « Il a fait son boulot, mais je veux dire... ». « Dire » qu'Antonio Di Pietro a mené « une chasse aux sorcières », dévastatrice : « Il y a des partis qui ont été effacés complètement de l'Histoire », de ceux « qui ont combattu le fascisme, le nazisme ». Le PSDI figure au rang des trépassés. « Dire » encore, dans un français hésitant comme un convalescent, que *Mains propres* a délié celles de « la droite », symbolisée par Silvio Berlusconi, « un entrepreneur » promu président du Conseil des ministres. *Forza Italia*, ses auxiliaires ligueurs et néofascistes « ont gagné parce qu'il n'y avait plus de gauche ». « Dire », enfin, que *san Antonio* a dirigé « une révolution sans mort », hormis des suicides. « Moi, je suis un. Mais, comme moi, il y en a des milliers, des dizaines de milliers ».

Cette veille de fermeture définitive, sur la terrasse ensoleillée de l'hôtel-restaurant, admirant des dômes de Miage — sommets éponymes — plus rutilants qu'un chaudron fromager, il s'é-

merveille : « On est bien, là. C'est extraordinaire ». Renato, basset hound de dix-huit mois, lézarde. Anna écoute Roberto. Il confie : « Elle a souffert beaucoup », s'improvisant femme de ménage, aide-cuisinière, serveuse. Clémentine, leur fille, 6 ans, née à Annecy, passe l'été en Toscane. Ses sœurs, 12 et 14 ans, fruits d'une précédente union, habitent l'Italie. Un nuage. Bien sûr, « la vérité, c'est ça » : « assolve », relaxe, « c'est le tribunal qui le dit » page 3 de la sentence, conforme aux réquisitions du ministère public. Nonobstant, il redoute « cette mentalité, cette routine » de l'insinuation : « Tu vois, il a été acquitté parce qu'il est certainement de la Mafia ». Ou : « Sûrement, il a de l'argent caché quelque part ». Dépit : « Même si, un jour, je suis obligé d'aller coucher à côté de l'Arve, là, sous un pont [d'un mouvement de tête vers l'arrière, il désigne la rivière coulant au loin, en contrebas], les gens, ils diront : "C'est une blague" ». Des médias transalpins le montraient comme « l'homme du PSDI » dans le holding d'État EFIM, dont il fut administrateur : hélicoptères *Augusta*, vitrages *SIV*, matériels ferroviaires *Breda*..., contributeurs au financement biaisé des partis. Lui, enfant unique, expert-comptable de métier, permanent politique « pour une idée », se rapetisse : collecteur de fonds secrets, porte-serviette, sherpa quoi. Et socialisant, « né comme ça », « toujours comme ça », « quelque chose qui provenait de [sa] famille, de [son] père », Luigi, sénateur piémontais du PSDI, questeur de la chambre haute. Demain, tiens !, il prendra « le train » et se rendra « à Paris » s'inscrire au PS — « la politique, ça [lui] manque beaucoup », trop, il a « fait ça toute [sa] vie ». Avant, il doit démentir *Les Dômes de Miage*, finir de s'installer dans une villa achetée non loin, s'inquiéter d'une demande de naturalisation déposée « il y a bientôt deux ans », et celle d'Anna formulée depuis « un peu plus » longtemps, valider ses diplômes, dégotter un travail genre « conseiller commercial », monter la table à dessin sur laquelle sa compagne se relancera. Il persiste en France, « pays très démocratique ». « Le Vieux » lui avait aussi glissé : « Si un jour tu as un problème, tu vas là-bas ». Il a suivi la recommandation de Giuseppe Saragat, résistant à Mussolini et Hitler, géniteur du Parti socialiste démocratique italien, cofondateur puis président de la République italienne (mandat 1964-71, durant lequel il inaugura le tunnel routier sous le Mont-Blanc avec son homologue français Charles de Gaulle). De 1971 à sa mort en 88, nonagénaire, Roberto Buzio sera son secrétaire. ●



Roberto Buzio et sa compagne Anna en terrasse des « Dômes de Miage » à Saint-Gervais-les-Bains.



Secrétaire de l'ancien chef d'État italien, Roberto Buzio [en photo ▶] flanquait Giuseppe Saragat jusques et y compris lors des débats télévisés.

Le parti gouvernemental auquel adhérait Roberto Buzio avait soutiré de l'argent aux entreprises soumissionnant les travaux publics mis en ouvrage par l'*Azienda nazionale delle strade* (ANAS, Régie nationale des routes).

IL PROCESSO

L'ex ministro Prandini
condannato a 6 anni e 4 mesi
per le tangenti dell'Anas

ROMA — L'ex ministro dei Lavori Pubblici Giovanni Prandini è stato condannato dal Tribunale di Roma a sei anni e quattro mesi di reclusione per le tangenti pagate sugli appalti dell'Anas dall'86 al '93.

Assieme all'ex ministro i giudici della dedima sezione, presieduta da Mario D'Andria, hanno condannato l'ex direttore generale dell'Anas Antonio Crespo (quattro anni e sei mesi), l'ex parlamentare Dc Franco Bonferroni (tre anni e otto mesi), l'ex sindaco Dc di Capriano del Colle, Santo Possi (tre anni e quattro mesi) e l'ex consigliere Dc di Roma Lorenzo Cesa (tre anni e tre mesi). Per tutti il reato è corruzione aggravata. La Corte ha invece assolto l'ex segretario del Psdi Antonio Cariglia, l'ex vice segretario del Pli Attilio Bastianini e il segretario di Cariglia, Roberto Buzio.

L'innocence de Roberto Buzio : page 7 du quotidien romain *La Repubblica* (gauche), en pied et à l'ultime ligne d'un article.